

Rentrée scolaire : une école sans liberté pour un élève mieux formé



Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 02 septembre 2021

Source [Valeurs actuelles] En pleine crise sanitaire, Jean-Frédéric Poisson, président de VIA, la voie du peuple, dénonce les mesures gouvernementales qui permettent de créer un nouvel homme soumis aux délires économiques, matérialistes et idéologiques de notre temps. Tribune.

À l'occasion de la rentrée scolaire, le ministre de l'Éducation nationale a effectué sa traditionnelle conférence de presse. Certes, les mesures sanitaires, toujours cafouilleuses et oppressantes, sont encore là, sur fond d'incitation sans alternative à la vaccination. Et plus graves encore, ces mesures qui remettent en cause la primauté de l'autorité parentale sur l'enfant, laissant le jeune isolé face à la pression ambiante, aux injonctions des « grands » et aux jugements de ses camarades sur ses choix sanitaires concernant le Covid.

Une autre liberté est elle aussi gravement mise en danger : la liberté de l'enseignement. Une véritable remise en cause du monopole de l'État sur l'éducation et une plus grande autonomie des chefs d'établissements permettraient de développer des projets spécifiques indispensables au pluralisme scolaire. Jean-Michel Blanquer, au contraire, souhaite proposer un projet uniformisateur imposé par l'école de la République et chapeauté par un « Conseil d'évaluation de l'École » chargé de noter les établissements. Cette mesure de mise sous tutelle est renforcée par la loi dite « contre les séparatismes », promulguée au cœur de l'été, qui soumet l'école à la maison ainsi que les écoles libres hors contrat au diktat d'une autorisation préalable des pouvoirs publics. À travers cette loi, l'égalité des chances qui passe avant tout par la possibilité pour les parents de choisir l'éducation de leurs enfants, est tout bonnement remise au placard par le gouvernement.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)